

# Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

**cible**

## Antisémitisme

Une fois de plus, la question du voile a provoqué des débats passionnés. Comme de coutume, les réseaux sociaux ont relayé le fantasme d'une guerre civile prenant la forme d'un nettoyage ethnique et religieux. Puis une personne très âgée et manifestement déséquilibrée a grièvement blessé deux fidèles devant la mosquée de Bayonne. Telle est l'ambiance, qui porte à croire que nous assistons à une montée des tensions relatives à l'islam.

Sans nier ces tensions et les dangers de passage à l'acte violent qu'elles recèlent, il faut s'inquiéter de la virulence de l'antisémitisme dans notre pays. Alors que les actes antimusulmans ont été peu nombreux en 2018, les autorités ont enregistré une forte hausse (74%) des actes antisémites. L'antisémitisme d'extrême-droite continue à être diffusé par diverses officines. Il s'y ajoute la propagande wahhabite-salafiste qui a inspiré les auteurs de l'attentat contre le collège Ozar-Hatorah en 2012 et de la prise d'otage de l'Hyper Cacher à Paris en 2015 ainsi que plusieurs assassinats.

C'est une contre-offensive d'ensemble, incluant le blocage des financements saoudiens et qataris, que le gouvernement devrait organiser.

François Sureau

# Libertés en danger

Populisme

Leçons

italiennes

p. 4

Asie centrale

Au coeur  
des tempêtes

p. 6/7

## Hors sol et hors saison

**L'art et la manière de vider les tomates de leurs substances nutritives avec la bénédiction de l'État.**

On se souvient qu'en mai dernier, 32 maraîchers bretons et Solarenn distribution déversaient dans un champ à Chantepie (Ille-et-Vilaine) 700 tonnes de tomates vouées à la destruction[1]. Cause déclarée de ce dumping sauvage : les tomates rivaies, cultivées par les saisonniers marocains en Espagne, avaient plombé les cours si vertigineusement qu'il fallait « aérer le marché (!) », « ...*filière en très grande difficulté... pas de crise de surproduction mais une importante sous-consommation. Pour différentes raisons, le consommateur se détourne du produit* ». Il n'y avait donc plus qu'à renoncer, sauf à trouver de meilleures conditions.

Cette profession invente les a créées, bien mieux qu'en Bretagne ! En Corrèze, à 600 m d'altitude au bord du Massif central, le parrainage d'un syndicat agricole héritier de la chiraquie a garanti source d'énergie, terrains, et affabilité des banques. Trois futurs exploitants dont deux labellisés « Jeunes Agriculteurs » n'ont eu qu'à piloter une enquête publique flatteuse pour avoir le blanc-seing de l'administration.

Emprise totale acquise : 26 hectares cédés 40 000 euros par les collectivités, dont 8 seront consacrés aux serres. Pour 11 millions d'euros investis, le complexe produira 4 à 5 000 tonnes de tomates à l'année, été comme hiver, commercialisées par Paysans de Rougeline, une SAS de Marmande dont la surproduction a motivé plusieurs opérations de destruction, mais qu'importe ! Les financements publics, dont le volet régional de 600 000 € vient de tomber[2], atteignent 1,2 à 1,3 million, soit 40%, complétés par un Prêt participatif à 4% (400 000 €) récolté sur

la plateforme MiiMOSA – « paysanne » en diable avec ses partenaires Carrefour, Danone, Groupama, Crédit Agricole, Blédina ! – et des emprunts Crédit Agricole et Banque Populaire, pour une société au capital nourri des 2,4 millions d'aides aux dits « Jeunes Agriculteurs »[3].

Ces précisions permettent de mesurer la bienveillance qui entoure l'initiative, dans une filière de production en perdition économique et discrédit environnemental.

Car ce terrain bradé, dont une part classée zone humide, déboisé et terrassé par la communauté de communes locale (travaux hors budget estimés # 1, 8 millions d'euros) accueille déjà la première tranche, soit 4 ha d'« éco serres » assemblées par une société hollandaise et une main d'œuvre de « *travailleurs détachés* » (Roumains, Allemands, Polonais, Russes...), un bâtiment de stockage, et une énorme tour Open Buffer où l'eau chaude du ruissellement proviendra d'un étang de 3 ha où les



90 000 m3 de pluie se font attendre.

Mais, direz-vous, comment chauffer ces quelques soixante longues travées par des hivers frôlant souvent ici les -10° ? C'est l'appât qui attirera ici nos entrepreneurs : en face, une station d'incinération dévore 40 000 tonnes de déchets par an ramassés en Haute Corrèze. A cette énergie, valorisée jusqu'ici en électricité et chauffage des bâtiments de la ville d'Égletons, la nouvelle installation puisera

selon les termes d'une convention si ambiguë qu'il faut – avec la Confédération paysanne de Corrèze qui bataille sur le sujet[4] – lire deux fois pour discerner que, par grand froid, elle sera prioritaire sur la ville, ses logements sociaux et écoles... Cette prévenance fait chaud au cœur.

Surtout aux 5 000 tonnes de « cœur-de-bœuf », pseudo sous lequel Paysans de Rougeline espère emballer ses produits...

Car enfin, il est vrai que, cultivé hors-sol et mûri hors saison sur des rangées de laine de roche, gavé goutte à goutte d'une solution d'azote, phosphore ou calcium, ce fruit est « complètement vidé en substances nutritives », comme l'a constaté l'équipe de Cash Investigation en comparant sa composition avec celle des années 1960. Certes, la tomate hydroponique actuelle ne peut plus, depuis le 28 juin 2017, être certifiée Bio, mais cela n'empêche pas ses promoteurs d'envisager sa diffusion sous l'étiquette HVE, « Haute Valeur Environnementale », en France le plus haut niveau de certification des exploitations agricoles.

Cette fable illustre l'hypocrisie de l'État, qui accorde le statut protecteur de « dossier unique » à de pareilles opérations, au profit des copains et coquins gérants de la juteuse « société de consommation ». Ce brigandage intimide les élus et endort la population sous prétexte d'emplois créés et de technologie innovante, alors qu'il mérite le bonnet d'âne en économie et en civisme... la potence.

**Luc de Goustine**

[1] *Ouest-France* du 30/05/2019.

[2] *La Montagne* du 9/10/2019.

[3] Présentation flatteuse par les promoteurs sur <https://alum-ni-agro-bordeaux.org/2018/05/15/des-ecoserres-au-pays-degletons-le-projet-de-geoffrey-goutoule/>

[4] <http://alpc.confederationpaysanne.fr/mobilisations.php?id=7239>

### SOMMAIRE

P 1 - Cible : Antisémitisme - P 2 : Agriculture : Hors sol et hors saison - P 3 : Assurance chômage : "Une tuerie" - Écho des blogs : Gilet jaunes - P 4 : Populisme : Leçons italiennes - P 5 : Proche-Orient : Pax Syriana - P 6- 7 : Asie centrale : Au coeur des tempêtes - P 8 : Textile : Voiler pour dominer - P 9 : Idées : L'honneur de la liberté - P 10 : Socialisme patronal : L'entreprise Godin à Guise - P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : Entre peurs et colères

## Assurance chômage

### "Une tuerie"

**La réforme de l'assurance-chômage est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre. Inspirée par un préjugé bourgeois datant du 19<sup>e</sup> siècle, c'est une machine à fabriquer de la pauvreté.**

Pour s'inscrire comme demandeur d'emploi, il faut avoir travaillé pendant six mois sur une période de 24 mois – et non plus quatre mois sur une période de 28 mois. De plus le gouvernement a supprimé de facto le principe du rechargement des droits. Avant la réforme, un chômeur qui travaillait par intermittence au moins 150 heures pendant qu'il percevait son allocation-chômage allongeait d'autant (un mois minimum) la période pendant laquelle il était indemnisé – maintenant il lui faudra six mois de travail salarié pour ouvrir de nouveaux droits.

Selon l'UNEDIC, la nouvelle réforme va entraîner une baisse de droits pour la moitié des 2,6 millions de Français qui perçoivent des indemnités. « Une tuerie », s'est exclamé Laurent Berger, patron de la CFDT.

De plus, les règles de calcul des indemnités vont être révisées le 1<sup>er</sup> avril 2020. Au lieu d'être définies à partir d'une moyenne des salaires touchés les jours travaillés pendant un an, les nouvelles règles d'indemnisation seront calculées à partir du revenu mensuel moyen, travaillé ou non, pendant une période de deux ans, ou de trois ans pour les personnes âgées de plus de 53 ans. Ce qui entraînera une forte baisse de revenu – jusqu'à 50% – pour tous ceux qui ont alterné les phases d'emploi et les phases de chômage.

Le gouvernement compte économiser un milliard d'euros sur le dos des chômeurs l'an prochain, puis 2,2 milliards en 2021 et 2,5 milliards en 2022. Tel est le véritable motif d'une réforme qui nous est présentée comme une aimable incitation à retrouver un emploi. Derrière les formules alambiquées, on perçoit le vieux préjugé bourgeois



selon lequel les chômeurs sont des paresseux qui se la coulent douce en touchant des allocations trop généreuses. A quelques exceptions près, un travailleur qui perd son emploi vit très mal sa marginalisation et le patronat, qui tire un large profit de l'exploitation du travail sous-payé et des boulots précaires, sait très bien que la grande majorité des travailleurs est prête à accepter des conditions de travail et de rémunération misérables pour sortir du chômage. Jusqu'au jour où le sentiment de l'intolérable sera plus fort que la contrainte qu'on fait peser sur les salariés.

Annette DELRANCK

## L'écho des blogs

### Gilets jaunes

**Avocat et porte-parole des Gilets Jaunes de Rouen, François Boulo vient de publier « La ligne jaune » (Ed. Indigènes). Il a également fondé la plateforme numérique du même nom (1) afin de mettre en réseau l'ensemble du mouvement né il y a près d'un an en lui fournissant un cadre de réflexions politiques. Il présente sa démarche sur le site de Marianne (2).**

Il ambitionne de montrer la réalité et l'ampleur sociale de ce mouvement en éclairant et politisant « toutes les personnes qui ont, à un moment où un autre, été sympathisantes du mouvement – et elles sont extrêmement nombreuses, puisque le soutien a presque atteint 80% ». Il constate que « la politique néolibérale a conduit au déclassement des classes populaires, puis, depuis une dizaine d'années, des classes moyennes. Maintenant, elles s'attaquent aux classes supérieures. Si cette dynamique se poursuit, demain elles verront leur niveau de vie baisser. (...) ».



Ne souhaitant pas politiser, au sens partisan, cette démarche, il a pour ambition de se « concentrer sur les enjeux nationaux et internationaux, sur les questions macroéconomiques et fiscales. (...) C'est un moyen de parler avec d'autres citoyens, de faire de la politique et de sensibiliser les gens aux questions écologiques, économiques ou d'organisation du territoire » car il considère qu'il « va falloir évidemment une stratégie de rupture avec les règles actuelles de l'Union européenne. Tant



que nous serons bloqués dans ces règles auxquelles nous avons consenti, en matière budgétaire, monétaire et commerciale, il sera à l'évidence impossible de tenter de conduire une autre politique économique ».

Enfin, faisant le bilan du mouvement, il souligne « qu'il y a des dizaines, des centaines de milliers de personnes qui étaient endormies hier et qui se sont réveillées le 17 novembre 2018. Elles se sont muées en citoyens

conscients ou, au moins, investis dans le champ politique. (...) La colère est bien plus grande aujourd'hui qu'au début du mouvement. Car les gens ont vu que le pouvoir leur mentait, les méprisait et les brutalisait » pour mieux conclure « Nous avons des citoyens dormants qui n'attendent qu'une nouvelle opportunité pour tenter à nouveau de mener le rapport de force, de manière pacifique. Une étincelle. Il y aura sûrement une mobilisation très suivie pour l'anniversaire du 17 novembre, sans oublier l'appel à la grève, à partir du 5 décembre, dans les transports. Si cela prend, ces secteurs-là vont être massivement soutenus ».

Et pourquoi pas une troisième étape décisive avec le RIP ADP juste avant les élections municipales de mars 2020 ?

Loïc de BENTZMANN

(1) <https://lalignejaune.fr/>

# Leçons italiennes

**Comment expliquer l'échec de la coalition populiste italienne ? Aux maladresses, aux calculs politiques de court terme s'ajoutent quelques leçons qu'il serait sage de retenir.**

La vieille classe politique italienne a plus d'un tour dans son sac. Au prix de manœuvres d'appareils dignes de Machiavel, elle a fini par venir à bout de l'alliance souverainiste qui régnait sur la péninsule depuis mars 2018. À sa place, siège désormais un gouvernement parfaitement orthodoxe, européiste et atlantiste, sur lequel Bruxelles et les milieux d'affaires ne tarissent pas d'éloges. En moins de trois semaines, une expérience originale, porteuse de vraies réformes, et qui bénéficiait du soutien de près de deux italiens sur trois, a sombré corps et biens.

Qui porte la responsabilité de cet échec ? Au premier chef, Matteo Salvini. Grisé par ses succès, hypnotisé par les sondages, le dirigeant de la Ligue a démissionné avec éclat en pleine période de vacances, en comptant sur l'effet de surprise pour obtenir des élections, les remporter et diriger seul le pays. Calcul désastreux car le Parlement a résisté, il n'a pas été dissout et la Ligue est retournée dans l'opposition. Mais l'attitude brouillonne de son allié d'hier, le M5S, ses blocages répétés, ses positions changeantes sur les questions migratoires ou sur l'Europe ont également leur part dans ce fiasco.

La commission Juncker a soufflé sur les braises autant qu'elle le pouvait. Elle a soumis le gouvernement italien à un feu roulant de procédures, d'enquêtes sur son budget, sa dette publique, qui ne pouvait qu'entraver son action. Les banques, les fonds d'investissement européens ont volontairement asséché la vente des titres d'État italiens et poussé le spread à la hausse. À Berlin et à Paris, on a complaisamment relayé ces manœuvres, isolé l'Italie sur les questions migratoires, poussé aux sanctions, avec l'objectif de faire tomber, et au plus vite, ces « moutons noirs ».

L'ordre bruxellois règne donc à Rome. Mais pour combien de temps ? À peine constituée, la nouvelle coalition se dispute déjà sur la plupart des



sujets. L'opposition de droite navigue sur les sondages ; elle a remporté un succès foudroyant le 27 octobre aux élections régionales d'Ombrie, qui en appellera d'autres. Il est assez probable que Salvini et ses amis retrouvent à brève échéance le pouvoir. Mais dans une logique d'affrontement droite-gauche, bloc contre bloc, loin de l'esprit d'unité nationale qui avait conduit tant d'Italiens à porter leurs espoirs sur les souverainistes.

Même si elle a été de courte durée, cette expérience et la crise qui l'a conclue offrent quelques enseignements utiles pour l'avenir. En premier lieu, les partenaires n'ont sans doute pas pris assez de temps pour établir un programme solide. Le pacte signé en mai 2018 par la Ligue et le M5S était avant tout un compromis politique. La question du rapport à l'Europe y était à peine abordée, les priorités d'investissement renvoyées à plus tard, la politique fiscale traitée sans vraie cohérence. D'où les litiges sans fin qui ont jalonné la vie du gouvernement pendant près de 14 mois, conflits qui ont affaibli la position de l'Italie, réduit ses marges et lassé une partie de l'opinion publique.

Si le gouvernement Conte a identifié dès l'origine le risque d'un isolement de l'Italie en Europe et sur la scène mondiale, s'il a tout de suite engagé une intense activité diplomatique, sa portée a été assez vite réduite, faute, là encore, de choix clairs. Le M5S s'est précipité, sans réflexion, dans les bras de la Chine. Salvini a privilégié ses relations avec la Russie de Poutine, au risque de

s'y brûler les ailes. Quant à Conte, il a joué d'emblée la carte de l'Amérique de Trump. Pourquoi ? Selon quelle stratégie ? Pour quel bénéfice ? Tout cela n'a jamais été ni réellement pensé, ni vraiment planifié.

La Ligue, comme le M5S, sont nés d'une défiance croissante des Italiens pour leurs institutions politiques, d'une aspiration à plus de démocratie directe, à un État plus respecté, moins prisonnier des jeux d'assemblée. Une réforme politique de grande ampleur était attendue, elle n'est pas venue. Au contraire, les deux partis ont usé et abusé des délices du parlementarisme, en se coulant dans un système qu'ils condamnaient en parole mais qu'ils confortaient dans les faits. Comment s'étonner dans ces conditions qu'ils soient tombés dans le piège que la vieille classe politique leur a tendu l'été dernier ?

Enfin, ni la Ligue, ni le M5S n'ont su conjurer le risque qui menace toute formation populiste : celui de l'urgence et de la précipitation. Ils ont souvent négligé la patience, la prudence, l'esprit de ruse et de dissimulation. En particulier avec la Commission européenne, qui a toutes ces qualités. L'Europe des peuples ne se construira pas en un jour. Selon la formule de Churchill, « nous n'en sommes pas encore à la fin, pas même au commencement de la fin, mais peut-être à la fin du commencement ». C'est sans doute le sens de cette histoire longue qui a le plus manqué à nos amis italiens.

**François RENIÉ**

# Pax Syriana

« *Hinc movet Euphrates, illinc Germania bellum. Vraie du temps de Virgile, vraie en 1914, cette correspondance peut l'être encore* » (1).

Elle l'est encore à croire la suggestion d'un ministre allemand d'envoyer la brigade franco-allemande à la frontière turco-syrienne et la couverture de l'hebdomadaire *der Spiegel* titrant sur « la capitulation de l'Occident » (« die Kapitulation des Westens », 19 octobre).

Trente ans après la chute du mur de Berlin, on en est donc encore à penser en termes d'Ouest et d'Est. Ou bien n'est-ce pas parce que l'Allemagne est en première ligne du fait de l'importance de la présence turque, kurdes pour moitié (ainsi qu'en Alsace), et depuis 2015 des réfugiés syriens ?

Si l'Occident entre guillemets a « capitulé », c'est par rapport au projet néo-conservateur de « grand Moyen-Orient » porté par George W. Bush voici seize ans ! Il s'agissait alors de « balkaniser » la région en petits États ethnico-religieux plus accommodants pour Israël et surtout plus

du processus d'Astana (Kazakhstan) – dont Washington est absent – par lequel Russie, Iran et Turquie cherchent à définir un cadre politique pour la Syrie dans le respect de son intégrité territoriale et de son unité nationale. Ce processus patronne un comité constitutionnel chargé de refonder un consensus entre Syriens.

Est-ce possible avec un « Kurdistan syrien », version ambitieuse de la modeste autonomie du « Rojava », où 10% de la population contrôle le tiers du pays et les deux-tiers des ressources pétrolières et céréalières ? Assurément non. Est-ce possible avec le retour massif de six millions de réfugiés et autant de déplacés dans des villes détruites ? Non. Doit-on pour autant fermer les yeux sur l'ambition du clan Assad et des Alaouites d'organiser le grand remplacement démographique qui consisterait à maintenir la majorité arabe sun-

teur du renseignement (2) : le gouvernement ne fait pas confiance à la justice française pour juger les djihadistes français. Faut-il réhabiliter Guantanamo ? Finalement personne n'a trouvé mieux. La solution n'est certainement pas de soustraire le problème aux Irakiens.

Les réfugiés syriens : est-on prêt aujourd'hui à financer la reconstruction en Syrie ? La Turquie n'a cessé de réclamer une zone de sécurité pour permettre au moins à une partie de ses 3,6 millions de réfugiés syriens de reprendre pied en territoire syrien. La grande majorité de ceux-ci en effet ne se trouvent pas à Istanbul (qui en compterait néanmoins un demi-million) en partance pour l'Europe, mais demeurent dans les provinces frontalières (Adana, Hatay, Gaziantep, Urfa).

## Une cause nationale turque

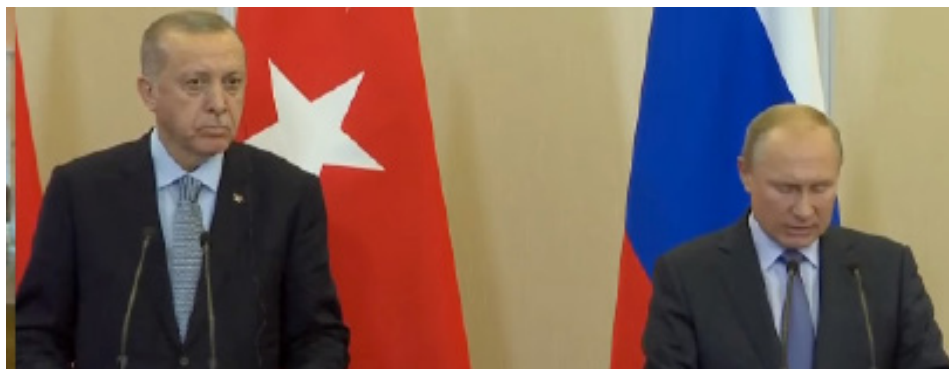
L'Occident honteux et « capitulaire » en veut d'autant plus à la Turquie, alliée dans l'OTAN mais pourtant pas vraiment reconnue comme partie intégrante de l'Occident. C'est là depuis longtemps l'origine de nombreux malentendus. À tel point que la question de l'appartenance de la Turquie à l'OTAN est posée. La personnalité d'Erdogan polarise l'opinion internationale alors qu'il s'agit d'une cause nationale turque. Qu'Ankara cherche dans sa situation particulière à jouer de la Russie et de l'OTAN, c'est une posture diplomatique qui lui est traditionnelle. Les circonstances de la tentative de coup militaire en juillet 2016 ne sont pas toutes éclaircies mais il était logique qu'une certaine désotatisation de l'armée turque s'ensuivit. De Sébastopol à Tartous, du Caucase à l'Euphrate, la Turquie se trouve neutralisée de fait par la Russie. Il ne faut pas se tromper de menace.

Yves LA MARCK

(1) Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, 1920.

Traduction : "D'un côté l'Euphrate, de l'autre la Germanie, commence la guerre."

(2) Bernard Bajolet, au *Monde*, 22 octobre.



Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine.

disposés envers l'Empire américain. Centrale dans ce grand dessein : la carte kurde (que l'on se souvienne du premier proconsul américain en Irak, Bremer). La Syrie entra dans ce schéma en 2011 quand les Américains crurent dévier ainsi le mouvement démocratique. Obama s'apercevant mais trop tard de son erreur, prit peur et recula en 2013.

Trump s'inscrit en droite ligne de son prédécesseur sur ce point. Le « feu vert » supposé donné à la Turquie le 6 octobre n'est que la conséquence de l'état d'avancement

nite en sujétion perpétuelle ? Non pas davantage. Or, c'est ainsi que se présente l'arrière-plan réel de l'action diplomatique et militaire.

Au lieu de cela, l'Occident en question a été abreuvé et aveuglé de peurs fantasmagiques comme la résurrection de l'État islamique (EI) et un nouvel afflux incontrôlé de réfugiés syriens, djihadistes compris, l'empêchant de juger sainement des réalités et de se déterminer en connaissance de cause. Ainsi se trouvent éludées ses propres responsabilités :

L'aveu est venu d'un ancien direc-

# Au cœur des tempêtes

L'Asie centrale est la grande passion de René Cagnat. Il l'a parcourue en tous sens, souvent seul en 4x4 Toyota et armé d'un pistolet en cas de rencontre indésirable. Il nous brosse dans son dernier livre, le portrait amoureux et inquiet d'un monde étonnant par la brutalité par moment de ses mœurs mais qui éblouit aussi par la beauté de ses paysages et de son architecture, par son sens de l'hospitalité et de l'honneur, par le charme envoûtant de ses femmes.

Mais au fait, qu'est-ce que l'Asie centrale ? Au sens strict, ce sont les anciennes républiques d'Asie centrale que sont le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, le Kirghizistan qu'on appelle aussi le Kirghizistan ou même la Kirghizie. Ces Républiques intégrées à la Russie au XIX<sup>e</sup> siècle sont devenues indépendantes en 1991 presque à leur corps défendant. Il faut rappeler d'ailleurs qu'elles sont une création de Staline dans le cadre d'une fédéralisation qui n'avait pas pour but de créer des autonomies régionales mais de renforcer le contrôle de ces territoires. Les populations s'y mélangent plus ou moins harmonieusement. Jusqu'ici les limites administratives devenues frontières ont tenu, mais pas toujours sans drame comme on a pu le voir au Kirghizistan dès 1990, en 2001 et en 2010. À ces territoires, René Cagnat ajoute l'Afghanistan voire le Pakistan, tant les deux pays sont imbriqués et le Xinjiang chinois encore appelé Turkestan oriental. On pourrait y rajouter l'Iran tant les in-

fluences perses sont présentes dans la région à travers le chiisme mais aussi avec des "restes" de zoroastrisme.

Cette région a été dès le XIX<sup>e</sup> siècle le théâtre de ce qu'on a appelé le Grand Jeu, c'est-à-dire la lutte d'influence entre le Royaume-Uni et la Russie, celle-ci en obtenant la majeure partie tout en renonçant à toute visée sur l'Empire des Indes. L'Afghanistan tire son épingle du jeu de cette confrontation en évitant toute occupation grâce à son relief et à la combativité de ses guerriers. Les Britanniques négocient par la suite avec les Afghans le tracé d'une frontière qu'ils n'accepteront que du bout des lèvres (la ligne Durand).

À nouveau, aujourd'hui, se développe dans la région un Très Grand Jeu qui concerne d'abord et avant tout les trois grandes puissances que sont la Russie, la Chine et les États-Unis. La Russie veut renforcer son influence dans une région qui constitue « son étranger proche » et où vivent encore plusieurs millions de Russes. Elle veut aussi endiguer la poussée américaine dans la région,

les États-Unis étant présents en Afghanistan depuis 2001. Les Chinois quant à eux sont présents du fait du programme de Nouvelle route de la soie dont le volet terrestre passe par l'Asie centrale en direction de l'Europe et de l'Afrique mais aussi en direction de l'océan Indien et du port de Gwadar au Pakistan. À ces pays, il faut ajouter la Turquie qui considère l'Asie centrale comme son arrière-cour et qui, grâce au réseau scolaire de Fethullah Gülen, a accompli un travail positif. Mais depuis 2016, la Turquie est vent debout contre le fondateur de ce réseau et elle fait pression auprès des gouvernements de la région, avec un succès relatif, pour que ses établissements soient fermés. Il ne faut pas oublier non plus l'Inde soucieuse de contrecarrer la montée en puissance chinoise et l'Europe surtout présente sur le plan culturel mais pas exclusivement. N'oublions pas enfin l'Arabie saoudite qui envoie des prédicateurs et des prêcheurs, construit des mosquées, la Turquie dans ce domaine n'étant pas en reste. L'Iran enfin est soucieux de préserver les minorités chiites notamment les Hazaras d'Afghanistan.

Russes, Chinois et Américains sont bien sûr intéressés par les ressources minières et énergétiques de la région mais sont aussi concernés par les risques de poussée islamiste. Les organisations régionales comme l'Organisation de la Conférence de Shanghai comportent un important volet sécuritaire qui vise à éradiquer le terrorisme ou tout ce qui est qualifié comme tel depuis le 11 septembre 2001. De leur côté, les Américains sont intervenus en Afghanistan pour s'emparer de Ben Laden et chasser le pouvoir talib. La maladresse et la brutalité de leur action ont permis le retour des Talibans





qui désormais contrôlent près de la moitié du territoire. Les sommes colossales investies dans la création d'une armée afghane pèsent peu face à la corruption endémique, la misère d'une grande partie de la population, le trafic de drogue, la poussée de l'islamisme et l'émigration. 90 % de l'héroïne produite dans le monde l'est désormais en Afghanistan. C'est une menace tant pour les États-Unis que pour la Russie (3<sup>e</sup> consommateur d'héroïne dans le monde) voire pour la Chine. Par ailleurs le trafic de drogue est une importante source de profit pour les islamistes. Mais les États-Unis sont aussi présents dans toute la région par leur action humanitaire, certaines organisations faisant du bon travail comme les Peace Corps.

Mais, compte tenu des événements des vingt dernières années, la question de l'intégrisme islamique est devenue essentielle pour toute la région. René Cagnat rappelle d'abord que l'islam de la région est un islam très majoritairement sunnite et modéré d'inspiration soufie. C'est un islam qui pratique le culte des saints et qui est teinté de chamanisme voire de zoroastrisme, un islam tolérant ouvert à l'autre. Le bouddhisme et le christianisme nestorien ont aussi marqué la région. Pourtant, depuis une quinzaine d'années, la région est en proie à l'action d'organisations liées aux Frères Musulmans, mais aussi à des groupes comme le Tabligh al-Djamaat ou le Hizb-ut-Tahrir, mouve-

ments rigoristes qui entendent encadrer les sociétés centre-asiatiques et les ramener vers une pratique sunnite orthodoxe débarrassée du soufisme et du chiisme. Si le premier groupe se veut non-violent et non politique, le second rêve de créer un califat universel et attend la bonne occasion pour s'emparer du pouvoir. Ils sont hostiles à toute influence occidentale, qu'elle soit politique, économique et sociétale. La femme ne doit pas travailler ni sortir. Elle doit être sous la coupe de son mari et doit être habillée de manière « décente ». Si l'Asie centrale ne connaissait que très peu de femmes voilées au début des années 1990, cette tendance est de plus en plus présente selon les États et à l'intérieur des États selon les régions. Enfin, il y a des différences notables entre les métropoles et les banlieues voire les campagnes. Les femmes s'en sortent parfois en détournant la mode islamique par la confection de vêtements de couleur ou qui mettent en valeur leurs formes. Parfois aussi, elles s'enfuient à leurs risques et périls. Enfin, une bonne partie de la population n'accepte pas ces diktats prononcés par des étrangers. La partie est donc loin d'être gagnée pour les islamistes. Cependant, leur action caritative importante, le développement d'une corruption endémique, la diffusion des pires aspects de la société de consommation occidentale comme la drogue ou la pornographie ont provoqué un sentiment de rejet et de colère sur lesquels ils peuvent s'appuyer.

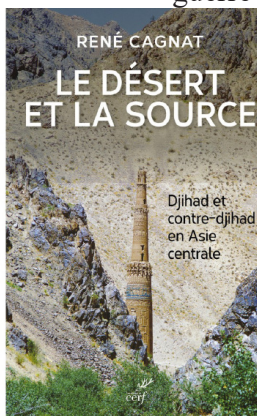
Aux mouvements politiques déjà évoqués viennent s'ajouter les Talibans et l'Organisation de l'État islamique (OEI). Les premiers sont déjà présents en Afghanistan. Les Talibans, au bout de quinze ans de guerre civile, ont pris le contrôle d'au moins 50 % du territoire. Mais beaucoup sont las des combats et beaucoup de cadres sont épuisés ou ont été éliminés par les frappes américaines au prix d'un nombre considérable de morts innocents. Mais aujourd'hui, c'est l'Organisation de l'État islamique qui suscite le plus l'interrogation. L'OEI a pu s'implanter dans le nord et dans l'est du

pays. Cette implantation s'est faite au détriment des Talibans qui l'ont combattue. Des coups assez durs lui ont été portés mais aux dires de certains responsables talibans, les combattants de l'OEI auraient parfois été secourus par des hélicoptères non identifiés. René Cagnat se demande dans quelle mesure les États-Unis et en particulier la CIA ne pourraient pas être dans le coup. Il reste très prudent et utilise le conditionnel. Les islamistes de l'OEI pourraient être un moyen de pousser les Talibans à négocier et au-delà à affaiblir les positions russes et chinoises. Ce serait un moyen de pression sur le Pakistan qui reste la clé de la paix en Afghanistan. Quoi qu'il en soit, René Cagnat est convaincu que les Américains ne doivent pas partir précipitamment au risque de provoquer l'effondrement de l'État afghan. Mais l'ambition de l'OEI s'étend aussi à toute l'Asie centrale. Dès avant la chute du Califat en 2017, son leader a manifesté son intérêt pour une région qu'il appelle le Khorasan. Les hydrocarbures, le trafic de drogue peuvent être des sources de financement précieuses. La position de carrefour de la région, vers l'Iran chiite honni, la Chine, la Russie voire l'Inde et le Pakistan est stratégique. Le retour de nombreux combattants qui se sont formés en Irak et en Syrie peut être un atout non négligeable. Pourtant il ne faut pas négliger la force des services secrets et des polices des États concernés, d'une efficacité réelle, sans oublier que la région est sous étroite surveillance russe et chinoise. Et ceux-ci ont une véritable expertise en matière de répression.

Enfin, pour stabiliser l'Asie centrale, il faut un véritable « plan Marshall » pour lutter contre la corruption, le trafic de drogue, le mal développement. Le travail sera long et pénible, mais nécessaire si l'on ne veut pas la déstabilisation de la région. Il faut aussi que nous rappelions à l'Arabie saoudite et à d'autres États du Golfe que notre alliance a un prix et les mettre devant leurs responsabilités.

**Marc SEVRIEN**

René Cagnat, *Le désert et la source; Djihad et contre-Djihad en Asie centrale*, Cerf, 2019; 364 pages.



## Voiler pour dominer

**Les polémiques récurrentes sur le voile », qui mobilisent des groupes islamistes et la militance d'extrême-gauche, sont remarquablement analysées par Fatiha Agag-Boudjahlat qui prend un parti raisonné contre le voilement.**

Imaginons un militant communiste et une féministe plongés dans un sommeil profond en 1983, après le tournant de la rigueur, puis réveillés en octobre 2019 au plus fort du débat sur « le voile ». Ils ne reconnaîtraient plus leur petit monde ! Rencontrant à la Sorbonne une étudiante voilée de l'UNEF, ils apprendraient que Judith Butler, éminente théoricienne du genre, a justifié le port de la burqa en Afghanistan. Ils découvriraient que le progressisme consiste aujourd'hui à défendre les minorités religieuses, sexuelles et « racisées ». Ils verraient des figures de l'extrême-gauche dénoncer la « domination blanche » et des imams intégristes faire la loi dans des banlieues naguère régénérées par le Parti communiste. Ils constateraient qu'une partie de la gauche voit dans la laïcité une ruse de la raison étatique, trouve formidable le slogan « Mon corps, mon choix, mon voile » et défend l'accompagnement des sorties scolaires par des mères de famille voilées.

C'est bien cette frénésie identitaire que la gauche a laissé prospérer avec la complicité d'une droite qui pratique elle aussi le clientélisme communautaire et qui ne crache pas sur les subsides saoudiens et qataris. Fatiha Agag-Boudjahlat expose les multiples aspects de cette entreprise

qui associe une gauche d'importation américaine et les sectes islamistes. Dans ce deuxième livre (1) comme dans le premier, cette enseignante toulousaine ne brandit pas son identité familiale et personnelle mais la transcende par le rappel des principes de notre République. Tel est bien l'enjeu : faire prévaloir la raison politique et juridique - celle inscrite dans nos textes fondamentaux - face aux entrepreneurs identitaires qui sapent l'unité de la nation française.

Bien entendu, le combat de Fatiha Agag-Boudjahlat contre le voilement n'est ni une dénonciation de l'islam, ni une attaque portée contre les femmes qui se voilent : chacun est libre de sa pratique religieuse et du choix de ses vêtements. Mais un citoyen, en l'occurrence une citoyenne, est non moins libre de se livrer au démontage minutieux d'une tentative de subversion et des pièges dialectiques qu'elle utilise.

Lorsque la première « affaire du voile » a éclaté en 1989, il était possible de regarder ce morceau de tissu comme une parure analogue au fichu des paysannes ou l'expression d'une mode sans conséquences. Un regard rétrospectif fait apparaître une opération soigneusement réfléchie, menée contre l'école laïque avec le concours de jeunes filles - qu'il est moins facile de réprimander que le barbu en kamis qui refuse de serrer la main d'une femme. C'est d'ailleurs le vibrant Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) qui a détruit l'argument culturel en proclamant, après l'exclusion d'une femme voilée du club sportif, qu'un « signe religieux n'est en rien comparable à un banal couvre-chef ». Le voile est le signe d'une soumission dont Houria Bouteldja s'enorgueillit : « J'appartiens à ma famille, à mon clan, à mon quartier, à ma race,

à l'Algérie, à l'islam », écrit celle qui affirme d'une femme violée par un Noir ne doit pas porter plainte pour ne pas nuire à la communauté noire...

La violence des Indigènes de la République est moins toxique que la récupération insidieuse des droits fondamentaux et des thématiques féministes. Fatiha Agag-Boudjahlat montre que le voilement n'est pas une manifestation de la « puissance d'agir » des femmes mais la soumission à un système patriarcal, l'asservissement volontaire à un groupe répressif, ultra-orthodoxe, qui, comme tous les groupes identitaires, a fabriqué la « tradition » dont il se réclame. Contre cette fausse tradition et ses manifestations publicitaires, Fatiha Agag-Boudjahlat réclame l'interdiction du voilement des fillettes selon les principes qui ont conduit à l'interdiction des costumes de « mini-miss » et se prononce pour l'interdiction du voile lors des sorties scolaires au terme d'une analyse fouillée de la question. « On ne peut, conclut-elle, hurler à l'injustice ou à la discrimination quand le degré d'orthodoxie pour lequel on a opté réduit le champ des opportunités ».

La multiculturalité de fait ne doit pas conduire l'État à pratiquer un multiculturalisme qui consiste à adapter le droit aux minorités. Le gouvernement et les citoyens doivent résister d'autant plus fermement que la religion reconstruite par les islamistes est le masque de la volonté de puissance des entrepreneurs communautaires. Ils veulent combattre l'intégration des immigrés et des enfants d'immigrés, qui signifie la fin de la domination des hommes sur les femmes et du groupe identitaire sur les personnes. L'extrémisme islamique est le signe d'une panique qui se manifeste dans la violence.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Fatiha Agag-Boudjahlat, *Combattre le voilement*, Le Cerf, 2019. Préface d'Elisabeth Badinter. Lire ou relire le premier livre de l'auteur : *Le grand détournement*, Le Cerf, 2017, présenté dans le numéro 1134 de *Royaliste*.



Fatiha Agag-Boudjahlat.

# L'honneur de la liberté

**L**a répression des Gilets jaunes, l'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ont montré des déploiements de forces armées de fusils de guerre, qui avaient pour objectif non seulement de rétablir l'ordre, mais aussi d'intimider, d'exercer une pression de type militaire sur les citoyens, comme dans les pays qui ne sont pas soumis à l'État de droit.

On aurait tort d'y voir la simple violence d'un régime incapable de répondre aux inquiétudes du corps social. C'est plus profondément « *l'air de la liberté (qui) se raréfie* » nous prévient le juriste et écrivain François Sureau dans un court mais indispensable essai justement intitulé *Sans la liberté* (Tracts Gallimard n° 8, septembre 2019), placé sous l'invocation de Chateaubriand pour qui « *sans la liberté il n'y a rien dans le monde* ».

## FRANÇOIS SUREAU SANS LA LIBERTÉ



3,90€ / N° 8

Longtemps, il a pensé que le goût de la liberté était accordé à l'esprit du temps. Les grands principes de la Déclaration des droits de l'homme étaient partagés par les serviteurs de l'État. Mais depuis vingt ans, il a vu s'effacer le goût de la liberté, se corrompre les meilleurs caractères de l'administration, du Parlement, du gouvernement et souvent des juges. L'amour de la liberté ou de l'État de droit qui vise à la garantir est devenu un simple vernis. Les raisonnements justifiant ces atteintes à la Constitution et à la séparation des pouvoirs ont dessiné « *un ordre où on laisserait aux chiens de garde le soin de redessiner la maison* ».

Car les gouvernements n'aiment pas la liberté. Ils tendent à l'efficacité, au nom de laquelle ils n'hésitent pas à tordre les principes, avec des lois qui installent un climat général où les libertés ne sont plus un droit mais une « *concession du pouvoir* ».

Avec la loi restreignant la liberté de manifester, l'État choisit ses opposants. Sans la censure du Conseil constitutionnel, il aurait institué, sous prétexte de lutte contre

le terrorisme, un « *pur délit cognitif* », celui de la consultation de sites internet, au mépris des principes de notre droit pénal. L'esprit critique même est menacé par les textes réprimant les « fausses nouvelles », l'État associant au passage les acteurs privés d'internet à la répression, ce qui aura pour effet de favoriser la censure. Pourtant ces atteintes au droit

n'atteignent même pas leur objectif d'efficacité. Incapables d'assurer leur mission de police, les gouvernements semblent ne trouver « *d'autre issue que celle consistant à restreindre dramatiquement les libertés pour conserver les faveurs du public et s'assurer de leur vote, dans une surprenante course à l'échalote qui nous éloigne chaque année un peu plus des mœurs d'une véritable démocratie* ».

Nous portons notre part de responsabilité dans cet affaiblissement des libertés, auquel nous nous habituons. Nous y consentons parce que nous sommes inquiets face au terrorisme, parce que nous réclamons des droits qui nous placent dans une situation de demandeur face à l'État, « *réclamant des droits pour (nous) et des suppliques pour les autres* », parce que nous nous pensons plus comme individus que comme citoyens. Or le citoyen c'est celui qui « *maintient vif le souci du but des autres* », ce qui donne tout son sens politique à la fraternité. Et la liberté à un prix, y compris celui d'être blessé ou révolté par les opinions ou comportements contraires.

« *Les gouvernements n'ont pas changé. C'est le citoyen qui a disparu* », affirme François Sureau.

Ce n'est pourtant pas pour établir un constat amer qu'il a écrit ce livre, ni pour s'indigner, mais pour rappeler que « *la souveraineté, nationale ou populaire, ne vaut que parce que le peuple se prononçant est censé être composé de citoyens libres, la liberté venant ici se substituer à l'onction divine des rois* ».

Pour retrouver cette souveraineté du citoyen, parce que la liberté est essentielle, François Sureau nous incite à exercer une pression civique sur l'État pour qu'il s'abstienne de toute décision contraire aux libertés publiques, mais aussi à l'encourager pour qu'il garantisse mieux nos lois. Car l'optimisme en politique nécessite l'effort d'actes concrets et répétés, de même nature que la foi selon Pascal.

Surtout, la liberté est « *une manière d'être* » qui au début « *prend l'aspect d'un sentiment tout personnel* ». Pour passer de ce sentiment individuel à l'action politique, François Sureau qui est aussi colonel de réserve invoque « *le sens de l'honneur* », osant réanimer ce mot d'honneur dont il compare le destin à celui du « *cadavre d'un oiseau devant lequel le passant s'arrête en se demandant à quelle espèce inconnue de lui il a pu appartenir* ». Il nous appartient qu'on ne se pose jamais cette question à propos de la liberté.

**Laurent LAGADEC**

François Sureau, *Sans la liberté*, Tracts Gallimard n° 8, septembre 2019.



François Sureau.

# L'entreprise Godin à Guise

**Dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle nombre d'hommes et de femmes, préoccupés par la transformation du travail, se penchent sur la question sociale. Les maux des prolétaires préoccupent. Le libéralisme économique sauvage fait peur. Chacun de ces socialistes : Saint-Simon, Fourier, l'anglais Owen, Cabet, Blanc, Lamennais... vante sa doctrine, son utopie, persuadé que seules ses idées sont valables.**

Jean-Baptiste André Godin naît le 26 janvier 1817 à Esquéhéries, village de la Thiérache picarde, d'un père artisan. À 11 ans et demi il quitte l'école pour travailler avec son père. Il lit les philosophes, les Encyclopédistes. En 1834, à Paris, il découvre Saint-Simon et s'intéresse aux théories sociales et politiques contestant l'ordre établi. Lors d'un Tour de France de Compagnon, il découvre la dureté de la vie ouvrière. Il aurait alors décidé de travailler au service de la classe ouvrière.

En 1840, il dépose un brevet de 10 ans pour produire un poêle à charbon en fonte de fer, et s'installe à son compte. Il découvre Charles Fourier en 1842 et adhère à l'école socialiste en 1843. Il achète trois terrains à Guise, dans l'Aisne, en 1846. Pour lui la question sociale est d'abord « celle de la morale de l'humanité ». Il ne suffit pas de produire, ni de répartir justement les richesses. Il faut aussi fournir aux ouvriers des « équivalents de richesse ».

Il va construire, en 1850, le Familistère, offrant aux familles de ses ouvriers des logements garantissant le bien-être, soit deux pièces d'au moins 20 m<sup>2</sup>. Des magasins de proximité et divers équipements sont créés. Pour les enfants, l'éducation, deuxième « équivalent de richesse », est gratuite, laïque, pratique et prépare à un futur métier. Malgré des conditions d'enseignement innovantes et soucieuses de l'intérêt de l'enfant, les autorités considèrent que les écoles du Familistère sont hors la loi. Le Familistère, dirigé par son fondateur, paternaliste bienveillant et éclairé, est l'unique exemple réussi d'une expérience durable de fouriérisme avec des réponses

concrètes à la question sociale.

En 1880, l'entreprise, qui fabrique surtout des produits en fonte, occupe la première place sur le marché des appareils de chauffage et appareils domestiques en fonte moulée ou émaillée. Elle mise sur l'innovation, la diversification, la qualité. Les employés sont incités à proposer des améliorations.

Godin espère transformer le monde par des actions volontaristes et concrètes. Un fossé se creuse entre ce qui est fait au Palais social, inspiré de Fourier, et la réalité du travail à l'usine où l'on s'éloigne de plus en plus de sa doctrine. Godin fait quantité d'arrangements car s'il veut continuer à produire et à diriger une entreprise prospère, au profit du personnel, il doit adapter son organisation à la réalité économique. Apôtre de la paix sociale, il rejette les conflits de classe et donc la grève, qui ne résout rien. Il crée des institutions de prévoyance : caisse de secours, caisse d'assurance maladie.

La doctrine de Godin s'inspire beaucoup du fouriérisme mais ce n'en est pas un décalque. Ce qui déplaît à Godin est écarté. Il n'est ni un pur esprit ni un idéologue, mais un pragmatique imprégné d'utopie, faisant entrer dans la réalité une bonne partie de ses rêves sociaux. Il veut répartir équitablement les fruits du travail : le salariat et le capital sont défaillants pour cela. Donner un salaire identique à tous, c'est créer de l'injustice. Il s'agit de rémunérer sur une base proportionnelle, le capital, le travail, le génie ou talent de chacun. En 1880, l'Association du travail et du capital, fait des salariés des propriétaires des logements et de l'usine.

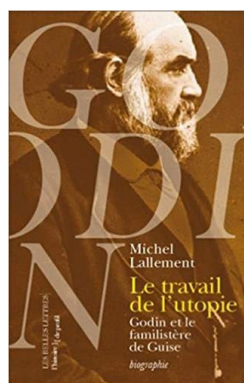
Il s'engage en politique : maire, conseiller général, député. Ses idées n'étant pas reprises, il se persuadera que la propagande par les écrits vaut mieux que le travail parlementaire. Ses livres et son journal exposeront ses idées : condamnation du mariage, égalité des sexes, travail féminin, pacifisme, anticléricalisme. Godin est pour la démocratie, la méritocratie, un socialisme pacifique et pragmatique par l'expérimentation. Ses écrits resteront confidentiels. Sa doctrine ne se propagera pas. Il décède le 15 janvier 1888 mais l'expérience continue.

À la suite des pillages et destructions de 14-18, l'État aidera à reconstruire. Dans les années 1920 la prospérité revient, les institutions et services divers renaissent. De 1932 à 1939, un tiers du personnel est licencié, le nombre des modèles est réduit pour économiser. La Seconde guerre mondiale fait fermer l'usine de Guise.

Dans les années 1950, l'usine emprunte et rationalise. En 1968, l'Association devient S.A. Le manque d'innovation, l'inadaptation du cadre juridique, un mode de gestion inadapté au nouveau capitalisme... desservent l'entreprise. Le système, obsolète, mène à la vente de l'usine et des logements en 1970 à la société Le Creuset. C'en est fini de la belle utopie de Godin, qui laissera le souvenir de la création des « équivalents de richesse » pour le bien-être des employés, comme celui de la réussite économique au XIX<sup>e</sup> siècle, ayant permis l'installation d'un socialisme patronal.

**Patrick SIMON**

Visite du Familistère  
*Le travail de l'utopie, Godin et le familistère de Guise*, Michel Lallement, Les Belles lettres, 2009.



## Brèves

**Roumanie, le 24 octobre :** Dans son programme, le candidat à la prochaine élection présidentielle, Theodor Paléologu, a proposé que soit enfin posée par référendum la question de restauration de la monarchie. Ce descendant des empereurs byzantins souhaite lancer un débat public sur le type de parlement (monocaméral ou bicaméral) et le type de gouvernement (république ou monarchie) que souhaiteraient avoir les Roumains.

**Belgique, le 25 octobre :** La princesse héritière, Elizabeth de Saxe-Cobourg-Gotha a célébré ses 18 ans au Palais royal et sous le regard de la télévision nationale, présente lors de la cérémonie. « *Le pays peut compter sur mon engagement* », a déclaré la fille du roi Philippe qui peut désormais, en théorie, accéder au trône de Belgique.

**Géorgie, 27 octobre :** Neveu du prétendant au trône de ce pays du Caucase, le prince Jaime Gaixas Bagration-Moukhrani, 24 ans, s'est engagé sur la liste Mas País d'Íñigo Errejón, à Barcelone. Arrière-petit-fils du roi Alphonse XIII d'Espagne, il s'est investi dans la lutte contre le réchauffement climatique, contre les violences sexistes et se déclare en faveur du féminisme.

**Frédéric DE NATAL**

FRANÇOIS GERLOTTO

## CATACLYSME OU TRANSITION ? L'ÉCOLOGIE AU PIED DU MUR



IFCCE  
COLLECTION CITÉ

### Communiquer avec nous

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr  
Tél. : 06.43.11.36.90

### Suivre la NAR

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

## Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi de l'année universitaire, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20h très précises (accueil à partir de 19h30).

Entrée libre, une participation aux frais de 2 euros est demandée. La conférence s'achève à 22h.

Une carte annuelle d'abonné des mercredis (12 euros) permet d'assister gratuitement à tous les mercredis.

Après la conférence, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 7 euros).

Le mercredi 13 novembre, un débat aura lieu entre Régis de Castelnau et Charles Gave sur le sujet suivant : Le libéralisme à la française : que faire de l'État ?

## Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

### Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13  
36-38, rue Sibuet  
75012 Paris  
Tél. : 06 43 11 36 90

### Directeur de la publication

Yvan Aumont

### Directeur politique

Bertrand Renouvin

### Directeur politique adjoint

Christophe Barret

### Rédacteur en chef

Nicolas Palumbo

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801  
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

## Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : .....

Date de naissance : ..... Adresse électronique : .....

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

# Entre peurs et colères

Nous sommes en train de vivre trois grandes peurs, qui gagnent ou perdent en intensité au rythme des événements quotidiens.

La peur de la catastrophe écologique provoquée par le changement climatique engendre de sourdes angoisses, des alarmes médiatiques suivies de publicités pour les grosses voitures et des prophéties apocalyptiques : la fin du monde en 2050 !

La peur de la catastrophe financière, sans cesse réactivée par les informations publiées hors des grands médias, nous conduit à envisager la fin d'un monde, celui du capitalisme financier, et de nouvelles souffrances qui succéderont à celles qu'il avait provoquées.

La peur de la guerre civile circule sur les réseaux sociaux, aiguillonnée par des polémistes irresponsables qui cherchent à déclencher le cycle de la provocation sanglante et de la vengeance.

Nous le savons : le pouvoir politique est fait pour conjurer les peurs collectives, pour mobiliser la société et l'économie contre les fausses fatalités catastrophiques, pour écarter le risque de guerre civile. Il faut le pouvoir symbolique du chef de l'Etat, il faut le pouvoir effectif du gouvernement pour que la collectivité retrouve son assurance. Or, nous observons depuis un an un phénomène aussi troublant que rare : depuis l'émeute du 1<sup>er</sup> décembre 2018, la "gouvernance" ultralibérale vit dans la peur. Peur de la révolte sociale amorcée par les Gilets jaunes. Peur de la grève générale. Peur de la crise financière qui révélerait à tous ses responsabilités dans le maintien d'un système spéculatif voué à l'effondrement.

Le bloc oligarchique se sait fragile, haï, menacé. Sa peur de la révolte populaire se manifeste dans les déplacements de compagnies de CRS d'un bout à l'autre du territoire, pour parer des dangers imaginaires ou pour contenir de modestes protestations. Cette peur s'accompagne fort logiquement d'initiatives brouillonnes suivies de pertes de contrôle. Ainsi, Emmanuel Macron a relancé en septembre dernier le débat sur l'immigration pour stimuler la confrontation avec le Rassemblement national en vue des élections municipales. Pas de chance : c'est la polémique sur le voile qui a ressurgi, au cours de laquelle la "communication" élyséenne et gouvernementale a été confuse et finalement lamentable ! Ensuite, nous avons vu le Premier ministre et une partie du gouvernement se précipiter en Seine-Saint-Denis pour présenter vingt-trois mesures de

renforcement des services de l'État. Vingt-trois mesures dérisoires puisque nul n'ignore que les pouvoirs publics ont perdu le contrôle de la situation dans ce département, qu'il s'agisse des affaires judiciaires, de l'immigration clandestine, de la scolarité ou du trafic de drogue.

Pourtant, la "gouvernance" a mis en place la réforme de l'allocation-chômage, qui est d'une violence inouïe. Pourtant, la destruction de la SNCF va se poursuivre par l'ouverture à la concurrence. Pourtant, le projet de réforme des retraites est maintenu au fil de tergiversations qui ne calment pas les inquiétudes. La "gouvernance" a peur, prend des mesures qui alimentent la peur ou révèle une impuissance - face aux enjeux écologiques, face à la crise financière, face à l'islamisme radical - qui accroît elle aussi la peur collective. Nous ne pouvons en rester là.

Il y a bien des manières de se libérer de la peur. La pire, c'est le dévouement violent dans le sacage puis dans le meurtre. L'engagement dans une formation politique est à tous points de vue préférable mais seul le Rassemblement national, qui se contente de gérer sa rente électorale, échappe pour le moment au discrédit qui frappe les partis. Rien n'est perdu cependant. C'est la dynamique de la lutte des classes qui peut changer les règles du jeu. Depuis un an, nous voyons la résignation et la peur se transformer en colère - et la colère en révolte. Les Gilets jaunes font école dans les bases syndicales - on parle couramment de "giletjaunisation" - et les foules qui envahissent les rues algériennes chiliennes, libanaises, sont exemplaires aux yeux de nombreux Français.

La grande révolte qui s'annonce prendra pleinement son sens - sa signification et sa direction - lorsque tout ce qui a été pensé depuis vingt ans en matière de souveraineté prendra la forme d'un projet accepté et partagé par tous ceux qui veulent reprendre le pouvoir confisqué par l'oligarchie et changer le cours de l'histoire.



**Bertrand RENOUVIN**